



La prospérité pour tous est nécessaire et possible  
 Propositions pour éliminer la crise de l'investissement dans l'économie sociale de marché  
 "Nous avons besoin d'un consensus pour qu'une nouvelle majorité du gouvernement mette en œuvre une nouvelle politique moderne de protection sociale et économique pour tous  
 Le plein emploi grâce à des investissements publics sans dette pour des salaires élevés, de bonnes pensions et un logement abordable. "

Économie sociale de marché moderne <https://www.thurnhofer.info/buch>

Nora Verlagsgesellschaft

## A propos du livre

La politique de privatisation néolibérale depuis 1982 n'est pas terminée car il n'y a pratiquement rien à privatiser, mais parce qu'elle refuse à un tiers de la population (environ 27 millions) la participation à l'énorme développement de la richesse en Allemagne. Une partie de la population de 19,5 millions d'habitants vit dans des conditions de vie précaires (chômeurs, sans-abri, contrats à durée déterminée, salaires bas, etc.).

L'expression "économie sociale de marché" avait perdu l'attribut "social" avec le début de la politique néolibérale. Il est significatif que sur chaque nouvelle unité monétaire (DM / Euro), 80% soient allés aux 20% les plus riches de la société. En 2017, le total des actifs des ménages privés en Allemagne s'élevait à 15,373 milliards d'euros. Les seuls actifs financiers privés sont passés de 10,8 milliards d'euros en 1949 à 6 065,4 milliards d'euros en 2017.

La cause que je considère comme une crise de l'investissement est que l'État a été privé des ressources nécessaires pour effectuer les investissements structurels que le secteur privé pourrait effectuer, car il en a les moyens, mais ne le fera pas car il ne promet pas les profits. Sont la base d'un investissement privé.

Pendant trop longtemps, les investisseurs privés ont fait confiance à l'État pour qu'il prête de l'argent. Mais si l'intérêt payé est supérieur au prêt contracté pour l'investissement, il n'y a pas d'investissement, car l'intérêt doit être d'abord servi. Enfin, la dette a une limite définie par les critères de Maastricht.

Le grand mécontentement du tiers inférieur se manifeste dans le déclin des principaux partis populaires et dans la montée du nationalisme et du populisme. Le problème a maintenant atteint la politique et la recherche d'une solution a commencé.

D'une part, le livre montre l'évolution historique du déclin de la société. D'autre part, des propositions de solutions pour un investissement en capital productif sont élaborées avec lesquelles les investissements nécessaires peuvent être réalisés.

Cela peut créer des emplois et des salaires plus élevés, ce qui aboutira finalement au statut requis par Ludwig Erhard pour subvenir à ses besoins et à ceux de ses personnes à charge. La voie vers une mise en œuvre réelle de "l'économie sociale de marché" serait libre.

## À propos de l'auteur

---

Je suis né en 1940 à Berlin-Kreuzberg. Aujourd'hui, je vis en Croatie en tant que retraité, ce qui présente l'avantage de pouvoir prendre soin des choses qui m'ont occupé toute ma vie, mais pour lesquelles je n'avais pas eu le temps auparavant.

Ma vie professionnelle était inhabituelle. À la fin de mes études primaires, mon père est devenu retraité et craignait de perdre le revenu familial. Il m'a donc construit comme successeur de ses entrepreneurs. Mon désir de devenir ingénieur électricien n'a pas changé.

Même si je m'ennuyais du travail d'agences indépendantes, cela présentait un sérieux avantage. J'ai pu diviser le travail moi-même et poursuivre d'autres intérêts en cours de route. L'émotion était dans la découverte de l'inconnu et, avec l'acquisition d'une société de fabrication de condensateurs électrolytiques, que j'ai automatisée le plus rapidement, j'ai jeté les bases d'une nouvelle carrière. Très vite, j'ai réalisé que même si j'étais à la hauteur des exigences technologiques, mais pas de la gestion d'entreprise. Après avoir terminé mon baccalauréat en école du soir, j'ai étudié les sciences économiques à l'Université libre de Berlin, où je me spécialisais en théorie monétaire et monétaire, en investissement et en finance, en technologie de l'information et en traitement de l'information.

Mais au milieu des années 70, j'ai vécu une situation de concurrence surprenante et inattendue. Les entreprises japonaises ont offert les produits à des prix inférieurs aux prix d'achat de mes matériaux. L'usine n'avait pas d'avenir. J'ai vendu l'usine, l'une des premières victimes de la mondialisation. À la fin de mes études, j'ai également rompu avec les exigences de mon père. La famille, si elle était toujours présente, était maintenant indépendante.

Pendant plusieurs années, j'ai enseigné l'éducation des adultes dans les domaines de l'informatique et de l'économie, avant de travailler en tant que consultant en gestion dans les secteurs de la banque, de l'assurance et des grandes entreprises des technologies de l'information. Les diverses connaissances sur différents domaines économiques liés à la théorie ont également contribué à la création de ce livre.

## avant-propos

---

Le livre a été créé à partir d'une simple question. Dans le cercle des connaissances, une discussion sur l'immigration des immigrants sous la forme d'une migration des peuples a donné lieu à l'incompréhension de la raison pour laquelle les régions dans lesquelles il n'y avait pas d'étrangers ont particulièrement rejeté l'immigration d'étrangers.

La nationalisation plus soudaine des États (comme le Brexit) et le réveil des courants populistes ont créé en moi un sentiment de danger fondé sur les événements historiques des années trente. Très vite, j'ai réalisé que ce malaise général de la société avait une raison différente de l'immigration d'immigrants, celle d'une situation de concurrence. Si un tiers de la population vit dans un état de menace existentielle, tout nouvel arrivant constitue un danger. Cependant, au début, je ne pouvais pas imaginer à quel point la situation était vraiment dangereuse. À mon avis, la société est à la croisée des chemins, qu'elle veuille toujours être une démocratie ou préfère les formes de société autocratiques ou dictatoriales. Il est devenu particulièrement évident que l'économie sociale de marché ne fonctionnait pas comme prévu par les concepteurs. On pourrait aussi dire qu'il a été maltraité par l'élite politique néolibérale.

Le sujet traité est complexe et difficile à travailler dans un proche avenir. Le présent livre devrait toutefois animer la réflexion et aussi faire des suggestions sur la façon dont les problèmes identifiés pourraient être résolus.

La tâche ne peut donc être que de collecter gratuitement des informations accessibles à tous et de rassembler au mieux de nos connaissances les informations les plus importantes et les plus intéressantes, afin d'obtenir un bon aperçu de la politique existante. Malheureusement, même de très bonnes informations, même contre paiement, peuvent également ne pas être copiées et publiées en partie. Mais le résultat de cet examen devrait être suffisant pour arriver à une conclusion.

Le système politique (système fédéral démocratique) et l'objectif de politique économique (économie sociale de marché, contrôle global, programme Godesberger et thèses de Fribourg) de l'Allemagne de l'Ouest après la Seconde Guerre mondiale peuvent encore être considérés comme très modernes. Le programme ERP des Américains a également été très utile, même s'il avait initialement un caractère égoïste. L'Allemagne est largement considérée comme un pays très riche et le développement économique a été jugé impossible par les experts à la fin de la guerre. Deux graphiques du développement des actifs en Allemagne le montrent très clairement.

Les actifs financiers des ménages ont augmenté de 10,8 milliards d'euros en 2017, passant de 1949 à 6 065,4 milliards d'euros. Il a donc augmenté de 560 fois (Fig. 1).

Le développement inclut la prise de contrôle de la RDA à partir de 1991.

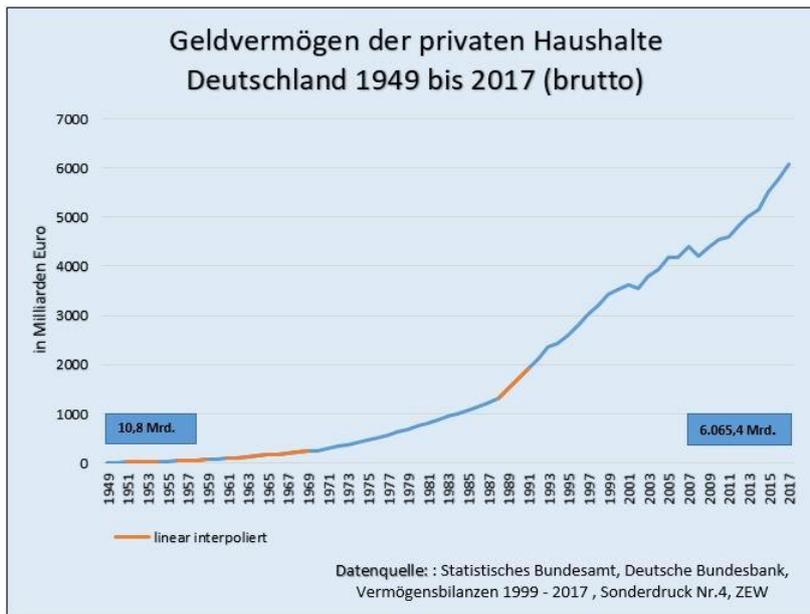


Abb. 1: Performance financière des ménages - Allemagne 1949 à 2017 (brut)

Quelle: Eigene Darstellung, ZEW, [http://www.bmas.de/SharedDocs/Downloads/DE/PDF-Publikationen/forschungsprojekt-a339-entwicklung-u-verteilung-vermoegens-privater.pdf?\\_\\_blob=publicationFile](http://www.bmas.de/SharedDocs/Downloads/DE/PDF-Publikationen/forschungsprojekt-a339-entwicklung-u-verteilung-vermoegens-privater.pdf?__blob=publicationFile), Statistische Bundesamt, Deutsche Bundesbank, Vermögensbilanzen 1999 - 2017, Sonderdruck Nr4

Le graphique ci-dessous montre également clairement que ces trois groupes d'actifs ont considérablement augmenté:

Immobilisations (sociétés, sociétés par actions),

Terre et

Actifs financiers (espèces, dépôts à vue, titres à revenu fixe, actions).

À leur tour, ces trois groupes génèrent des revenus qui ne profitent qu'à ceux qui possèdent ces avoirs.

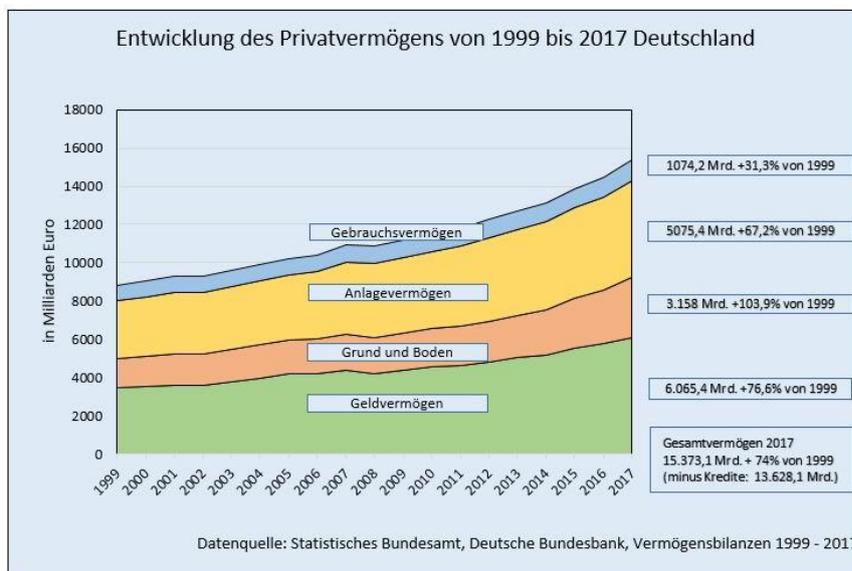


Abb. 2: Développement de la fortune personnelle de 1999 à 2017 en Allemagne

Quelle: Eigene Darstellung, <https://www.destatis.de/DE/Themen/Wirtschaft/Volkswirtschaftliche-Gesamtrechnungen-Inlandsprodukt/Publikationen/Downloads-Vermögensrechnung/vermoegensbilanzen-pdf-5816103.html>

Malgré cette richesse économique, un bon système politique et un excellent système de cibles économiques, le mécontentement de la société est grand. Avec une population de près de 83 millions d'habitants en Allemagne:

Environ 27 millions (un tiers de la population) ne participent pas à la richesse,  
 Environ 54 millions (65%) n'ont aucun pouvoir discrétionnaire à la fin du mois,  
 5,6 millions (6%) vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Comment cela pourrait-il, malgré cette richesse, y arriver? Des objectifs tels que "La prospérité pour tous" ont été manqués de loin. Certains objectifs ont été définis, il y a eu des lectures, mais aucun objectif (par exemple, l'indice d'inégalité sociale de Gini). En outre, il convient de noter que les valeurs cibles, à l'exception de l'inflation (responsable de la Deutsche Bundesbank, devenue ensuite la Banque centrale européenne), n'ont plus été atteintes depuis 1970.

Cependant, je vois le problème principal dans l'échec des investissements et de la politique industrielle. En outre, dans une meilleure définition de la richesse, en particulier de la richesse durable. Cependant, au cours de la période allant de la fin de la Seconde Guerre mondiale à nos jours, les aberrations sont bien connues. Ce qui suit est une tentative pour identifier ces développements indésirables et pour trouver des solutions pour une correction. Le travail est divisé en quatre chapitres.

Le premier chapitre décrit le système cible et son développement dans le temps. En outre, l'écart entre la fixation des objectifs et la réalisation des objectifs est présenté, ce qui montre le problème économique dans lequel se situe l'Allemagne et pour lequel il ne semble pas y avoir de solution raisonnable à l'heure actuelle. En outre, le développement des actifs de l'État et ses conséquences sont pris en compte.

Le deuxième chapitre traite de la gestion du chômage et de son impact sur la politique économique. Seul le chômage a attiré l'attention, en réponse à l'énorme libération de main-d'œuvre résultant de la concentration, de la mondialisation et de l'automatisation par des moyens inefficaces. Une comparaison des objectifs politiques (1967) et de la réalisation des objectifs (2017) est également effectuée ici, l'objectif principal "réduction des inégalités sociales" de l'objectif global "prospérité pour tous" n'ayant ni mesure ni limite. Il n'y avait donc aucune intention dès le début de contrôler cet objectif. L'objectif de "réduction des inégalités sociales" n'était pas un objectif original. Il a ensuite été ajouté au système cible.

Deux actions ont contribué à une augmentation extrême de l'inégalité sociale. D'une part, il s'agit de la législation fiscale et, d'autre part, de lobbying officiel et non officiel. A partir de ce seul fait, on peut simplement répondre à la question de savoir si les riches n'ont pas été trop épargnés: non, il n'y avait pas de protection,

mais au contraire un soutien législatif et une promotion, les riches étaient encore plus riches et plus pauvres, voire plus pauvres. Le résultat de cette politique est, d'une part, un flot privé d'argent d'une valeur de milliards de dollars, qui ne peut être utilisé pour des investissements, car l'économie privée, malgré un taux d'intérêt nul, dispose de fonds suffisants. D'autre part, l'État ne peut pas investir des milliards de dollars parce qu'il n'a pas les ressources et ne peut pas s'endetter. Le résultat de cette condition est le chômage et les bas salaires. La circulation de l'argent est massivement perturbée. La banque centrale est devenue l'entreprise de réparation de la politique.

Le troisième chapitre traite des solutions possibles. Les objectifs d'un logement décent, de pensions adéquates et d'un travail bien rémunéré conduisent à une conception qui nécessite des modifications fiscales et qui est liée à la création de fonds d'investissement et de gestion de patrimoine. Les fonds d'investissement publics peuvent alors effectuer les investissements nécessaires et créer des emplois sans renouvellement de la dette publique. Des fonds supplémentaires sont utilisés pour créer de la richesse pour les services privés et pour garantir que le logement reste abordable.

Bien que l'accent soit mis principalement sur l'Allemagne, les problèmes sont les mêmes dans tous les pays occidentaux et à prix élevé, en raison de la mondialisation, de l'automatisation et de la concentration. Il s'agit là d'une évolution qui crée une richesse considérable, mais qui n'est pas correctement répartie, car l'objectif de la politique économique du gouvernement consistant à "réduire les inégalités sociales" est insuffisamment pris en compte.

Le quatrième chapitre est consacré à l'UE, car sans cela, il serait plus difficile d'apporter des changements fondamentaux. Les intérêts nationaux peuvent s'opposer à d'autres intérêts nationaux et les problèmes ne peuvent être résolus que par une action commune. Dans le cadre de la lutte contre l'évasion fiscale et de la compensation des différences économiques, l'activité de l'UE est nécessaire.

Pour la plupart des gens, les chiffres sont absolus. Si la richesse privée estimée à l'enquête imprécise en Allemagne est de 15,3 milliards d'euros, il s'agit bien pour la plupart des gens de 13,4 milliards d'euros. Pour les statisticiens, ils sont une valeur avec une dispersion. Les chiffres fluctuent autour d'une valeur avec une bande passante de plusieurs pour cent. Surtout dans le domaine de la richesse privée n'est pas tenu secret pour une raison. Il existe un secret bancaire, un secret fiscal, un secret d'identité, qui évite les impôts en transférant des avoirs privés dans des paradis fiscaux, mais aussi de l'argent noir et des œuvres d'art. Il est donc impossible pour les chercheurs ou les citoyens ordinaires d'accéder à des données qui peuvent être utilisées correctement.

Les résultats de cette étude montrent clairement et clairement les problèmes de répartition des revenus du travail et du capital, la société devenant une communauté d'héritiers dans laquelle les riches continuent d'accroître leur richesse. Seules les propositions qui traitent d'une répartition raisonnable de la richesse permettent de résoudre le problème social. Cependant, chaque lecteur doit évaluer la puissance et l'influence des intérêts par rapport aux résultats et aux suggestions présentés ici.

notes:

Ce livre s'adresse aux personnes qui doivent prendre des décisions dans la vie politique, mais ne sont pas en mesure de s'informer pleinement. Grâce à la vaste bibliographie, la personne concernée peut alors informer spécifiquement.

## contenu

---

PREMIER CHAPITRE Le concept de politique économique de l'Allemagne en 1948 et la réalisation des objectifs

L'économie de marché sociale de Ludwig Erhard - La prospérité pour tous

Développement d'objectifs de politique économique

"L'état normal de la capitalisation" 1950-1982

"État mince et capitalisé" - le néolibéralisme de 1982 à nos jours

Le "gros État capitalisé" - l'économie planifiée socialiste de la RDA de 1949 à 1990

Le rôle des actifs de l'Etat

Définition des biens publics

Nécessité d'avoirs publics

Les actifs de l'Etat dans la catégorie "capital capitalisé"

Actifs de l'État "normalement capitalisés"

Actifs de l'État dans un «État maigre capitalisé» (néolibéralisme)

Problèmes d'investissement dans "l'état maigre", anciennement "état maigre capitalisé"

Quelle est la meilleure façon?

Objectif par rapport à la réalisation des objectifs après 70 ans

Stabilité du niveau des prix - largement atteinte par la banque centrale

Solde externe - en grande partie non atteint

Des budgets publics équilibrés - surtout une catastrophe

Croissance régulière et adéquate - en grande partie non réalisée

Répartition juste des revenus - complètement manquée

Niveau élevé d'emploi (chômage) - omis en utilisant de mauvais moyens

Chômage officiel et caché, emploi précaire

Employés atypiques

faux travail indépendant

Secteur des bas salaires, travail temporaire et mini-emplois (Agenda 2010)

Hartz IV - réduction des prestations sociales

CHAPITRE II Effets du contrôle du premier emploi et effets de la politique néolibérale à partir de 1982

Emploi objectif de contrôle primaire

Emergence du chômage

Causes précoces du chômage (emploi)

La fin du système de Bretton Woods

Augmentations salariales et inflation

choc des prix du pétrole

mondialisation

Concentration dans le commerce de détail

Effondrement de la société et évolution du chômage

Causes tardives de chômage

Réunification allemande

boom de l'Internet

krach immobilier

crise des marchés financiers

Mesures contre le chômage

Programmes de relance par la dette

Manque de financement gouvernemental pour l'investissement

La solution d'urgence du SPD - Agenda 2010 et Hartz IV

Le rôle des taux d'intérêt sur la dette publique

Quantitative Easing (QE) des banques centrales

Les conséquences du déluge d'argent sont graves

## Chômage comparé aux systèmes

### La politique néolibérale de 1982

Le système Helmut Kohl

Les dons du parti ne sont pas vains

Pas de contrôle du lobbyisme

Communications du Parlement - Rapport sur la pauvreté

### la politique de privatisation

Privatisation des entreprises d'État en Allemagne

Privatisation de l'ensemble des actifs de la RDA

Acquisition d'actifs commerciaux, de terres et de sols

Destruction des entreprises de commerce extérieur (exportation de la RDA)

Reprise d'actifs financiers

Privatisation de l'immobilier et du logement social

Découplage des salaires du travail de la productivité

Pouvoir d'achat réduit par la pression des salaires

### Changements fiscaux en faveur des riches

Augmentation des charges sociales, réduction de l'impôt sur le revenu

Au lieu de l'impôt sur le revenu, une retenue à la source pour les revenus supérieurs à 16 000 euros

Réduction des taxes foncières

Augmentation des taxes d'accise - maintien de l'impôt sur les sociétés

Réduire la fiscalité des entreprises

Augmentation des droits de base et de cession immobilière

Eviter les droits de succession et de donation

La loi sur les successions en Allemagne et les rappels à la Cour constitutionnelle

Le déroulement d'une politique d'évitement

### Acceptation des paradis fiscaux

Les paradis fiscaux européens: la richesse secrète

Les pires paradis fiscaux sont étroitement liés à l'UE

Les quatre grands comptables en tant que partie intégrante de l'évasion fiscale

Le système bancaire pour ces paradis fiscaux à Londres

### Acceptation des monopoles mondiaux comme Apple

### Les conséquences de la politique économique néolibérale de 1982

Transfert de biens publics à des biens privés

Faillite privée - thésaurisation en milliards

Passage à d'autres actifs - inflation des actifs

Pertes d'emplois dues à une activité d'investissement réduite

Appauvrissement relatif de la population

Absence de culture d'entreprise

Manque de capital de risque de l'État pour les investisseurs privés

Augmentation de l'inégalité des revenus sociaux

Baisse du revenu réel moyen des travailleurs

Augmenter le revenu net des entreprises et des actifs

l'inégalité des salaires

gestion

sportif

Augmentation de l'inégalité de la richesse sociale  
Source d'inégalité  
Maintien de l'inégalité dans l'assurance vieillesse  
Détermination des actifs  
Répartition des actifs de 1973 à 2007  
Développement en pourcentage de la répartition de la richesse  
Taux de changement et vitesse

De l'exclusion de la prospérité à la contestation des électeurs  
revenu gagné  
À la frontière entre pauvreté et prospérité  
Impact de Hartz IV et Agenda 2010

vivre

L'itinérance et l'itinérance

gagne-pain

Les tableaux noirs - les restes d'une société à usage unique  
conteneurs

Provision et pensions

L'assurance pension légale

Niveau de pension en baisse - augmentation de la fiscalité

pension de la pauvreté

Augmenter les subventions du budget fédéral

Le système de paiement par répartition en crise

Réduction de rente et extension de l'âge de la retraite

Les retraités en Autriche perçoivent en moyenne 60% de pension de plus que les retraités

allemands

Taux d'inflation et ajustement linéaire des retraites

Pensions de l'État et prestations non assurées

culture

Les résultats de la politique de privatisation néolibérale

33 millions de citoyens n'ont pas d'économies

27 millions de citoyens sont exclus de la richesse

19,5 millions de citoyens vivent dans des emplois précaires ou dans la pauvreté

La paire de ciseaux va plus loin

Implications politiques des politiques néolibérales

Le nationalisme est en augmentation - exemple du Brexit

Des émeutes sont à prévoir - les gilets jaunes en France

Les fêtes populaires disparaissent

Un effondrement de la zone euro menace

CHAPITRE TROISIEME Propositions visant à éliminer la crise des investissements dans un souci de prospérité pour tous

Les indicateurs d'une crise de l'investissement

Émergence du chômage ou des bas salaires

Émergence de la crise de l'investissement - analogie avec le modèle de la garde d'enfants

Les investissements nécessaires ne sont pas faits

Carnet des investissements publics - perte d'emplois

Un capital d'État est également nécessaire pour la formation du capital humain

Excédent privé - déficit de financement public

"Lean capitalized state" a exagéré avec sa privatisation

Les dépenses déficitaires ne sont possibles qu'avec des revenus provenant des actifs de l'État

Des investissements qui sont mieux faits par l'état

Conditions personnelles de base pour atteindre la prospérité

revenu gagné

Couvrir les blocs de dépenses du revenu du travail

Comment atteindre l'objectif de prospérité pour tous

Pourquoi un changement radical est-il urgent?

Absence de définition de l'objectif de prospérité

La participation à la richesse devrait être l'objectif

Établissement d'un cadastre de fortune et évaluation

Établissement d'un cadastre de propriété accessible au public

Nouveaux indicateurs de contrôle

L'indicateur de prospérité temporaire

L'indicateur de prospérité par précaution

Cible et mesure de l'inégalité sociale

Augmentation du revenu des classes inférieures

Relèvement du salaire minimum jusqu'à la limite inférieure de prospérité

Le fonds de sécurité (éventuellement aussi maladie et soins)

Le ministère de l'économie doit être au centre

la politique industrielle

Importance de la recherche fondamentale

Les entrepreneurs doivent être encouragés et non entravés

Construire un site de simple excitation

Mise en place d'un comité d'investissement stratégique

L'Etat en tant que gestionnaire d'actifs de la Volksgemeinschaft

Mesures de prévention des crises d'investissement

Les fonds de richesse étatiques et nationaux comme solution

Un bon exemple est le fonds norvégien

Trois fonds pour orienter une nouvelle politique économique plus sociale

Le fonds d'investissement pour la création d'emplois

La caisse de retraite des biens nationaux (VVR)

Le fonds de sécurisation du logement abordable

Financement des fonds

Aspects moraux du financement

Financement issu de négociations avec des entreprises

Financement par péréquation des actifs

Financement à partir des droits de succession

Financement par actions de l'entreprise

Financement de revenus trop élevés

Financement provenant de la péréquation financière de l'Etat

Financement à partir de la taxe foncière

Financement par emprunt

Financement par redéploiement de la caisse de pension

Financement à partir de ressources sociales gratuites et de recettes fiscales supplémentaires

Les possibilités de la politique de la banque centrale  
Extension du QE  
Financement par hélicoptère  
Mise en œuvre d'une réforme monétaire

#### CHAPITRE 4 Importance de l'Union européenne pour chaque État européen

Le pouvoir de l'UE  
Le marché intérieur  
Repositionnement global  
Exécution légale en tant qu'avocat des états-nations  
Sanctions économiques de l'UE par les paradis fiscaux  
Taxer les monopoles mondiaux  
Politique d'investissement pour se rapprocher des économies  
La Banque Européenne d'Investissement (BEI)  
Le Fonds européen pour les investissements stratégiques (ESFI)  
Effet de la BEI et de l'ESFI même en situation de crise  
Financement du budget de l'UE  
Entrées du système de licence des entreprises étrangères  
Le problème de l'excédent du commerce extérieur  
Entrées des excédents d'exportation  
Mise en place d'un véritable exécutif européen  
Système actuel de l'UE  
Système européen prévu  
Finances de l'UE  
Affaires économiques de l'UE  
défense de l'UE  
Promouvoir une politique d'information européenne  
Promouvoir le fédéralisme en Europe  
Définition du fédéralisme  
Aidez à construire le fédéralisme